

Burkina-Faso : coup d'État dans la Révolution

RÉSEAU VOLTAIRE | 4 NOVEMBRE 2014



La foule a soudainement renversé le président Blaise Compaoré, le 30 octobre 2014, après 27 ans de pouvoir sur le Burkina Faso. Se maintenant au pouvoir depuis les émeutes de 2011 par une dure répression, il a rapidement démissionné et fui en Côte d'Ivoire.

Le président Compaoré venait d'annoncer son intention de modifier l'article 37 de la Loi fondamentale, de sorte qu'il puisse se représenter en 2015 et poursuivre son mandat. Par principe, l'Union africaine condamne les dirigeants qui modifient leur Constitution pour se représenter indéfiniment et se maintenir au pouvoir.

Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir, le 15 octobre 1987, en renversant et en assassinant son prédécesseur, l'anti-impérialiste Thomas Sankara. Ce dernier était un des leaders du Mouvement des non-alignés, réputé pour son mode de vie frugal et sa défense des opprimés. Le coup d'État avait été préparé par la France, alors gouvernée en cohabitation par François Mitterrand et Jacques Chirac.

Durant ses 27 années de pouvoir, Blaise Compaoré a soutenu les opérations néo-coloniales françaises et parfois états-uniennes en

Angola, au Libéria, en Sierra Leone, au Mali, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Avec l'aide de la France, il a été exfiltré et s'est réfugié en Côte d'Ivoire dont il détient la nationalité par son mariage. Cependant, il a joué un rôle central dans la déstabilisation du président ivoirien Laurent Gbagbo (qui s'était retourné contre les États-Unis) et a légitimé son successeur Alessane Ouattara lorsqu'il fut imposé par les Forces françaises.

À l'époque, l'ancienne Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Louise Arbour, déclarait : « M. Compaoré, qui a été militaire, meneur d'un coup d'État et parrain politique de Charles Taylor, n'est pas l'homme le plus fiable pour prêcher la démocratie et [favoriser] le pouvoir civil ».

Après la démission du président Compaoré, le chef d'état-major des armées, le général Honoré Traoré, annonce, le 31 octobre, qu'il assumera la transition durant les douze mois à venir. Cependant, le lendemain, 1er novembre, il cède sa place au lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida, sur pression des États-Unis.

En 2012, le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida a suivi une formation contre-terroriste à la base aérienne de MacDill (Floride) et une formation de renseignement militaire dispensée par le Pentagone au Botswana.

C'est également en 2012 que les États-Unis organisaient un coup d'État au Mali, cinq semaines avant l'élection présidentielle et alors que le président ne se représentait pas. Le capitaine Amadou Sanogo, qui avait comme le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida suivi des formations militaires états-uniennes, cédait bientôt la place à un des candidats à l'élection présidentielle sans que celle-ci ait eu lieu. Le nouveau président Dioncounda Traore était légitimé par son collègue ivoirien, Alessane Ouattara, ...puis il appelait à une intervention militaire française dans son pays.

Alors que la loi états-unienne impose à l'exécutif de sanctionner tout gouvernement issu d'un coup d'État militaire, le département d'État US a salué l'arrivée au pouvoir du lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida et lui a demandé d'installer au plus tôt un

gouvernement civil.

Source : « Burkina-Faso : coup d'État dans la Révolution », *Réseau Voltaire*, 4 novembre 2014, www.voltairenet.org/article185817.html